



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/46/PV.81
18 février 1992

FRANCAIS

Quarante-sixième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 81e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 14 février 1992, à 10 h 30

Président : M. SHIHABI (Arabie saoudite)

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

- k) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique
[18] (suite)

Financement de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge : rapport de la Cinquième Commission [146] (suite)

Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge : rapport de la Cinquième Commission [148] (suite)

Programme des travaux

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 10 h 40.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES NOMINATIONS

- k) NOMINATION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE (A/46/878)

POINT 146 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

FINANCEMENT DE LA MISSION PREPARATOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE : RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (PARTIE II) (A/46/823/Add.1)

POINT 148 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

FINANCEMENT DE L'AUTORITE PROVISOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE : RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (PARTIE I) (A/46/879)

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je donne la parole au Rapporteur de la Cinquième Commission, M. Mahmoud Barimani, de la République islamique d'Iran, qui va présenter les rapports de la Cinquième Commission au cours d'une seule intervention.

M. BARIMANI (République islamique d'Iran), Rapporteur de la Cinquième Commission (interprétation de l'anglais) : Aujourd'hui, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les trois rapports suivants de la Cinquième Commission : document A/46/878, relatif au point 18 k) de l'ordre du jour, "Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations - Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale"; document A/46/823/Add.1 (Partie II) relatif au point 146 de l'ordre du jour, "Financement de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge"; et document A/46/879 (Partie I) relatif au point 148 de l'ordre du jour, "Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge".

Je commencerai par présenter le projet de rapport sur le point 18 k) de l'ordre du jour. La Cinquième Commission a examiné la subdivision de ce point de l'ordre du jour à sa 58e séance. La recommandation faite à cet égard par la Cinquième Commission figure au paragraphe 4 de son rapport. En résumé, la Commission recommande à l'Assemblée générale la nomination à la Commission de la fonction publique internationale de M. Mario Bettati, de la France, et de Mme Lucretia Myers, des Etats-Unis d'Amérique, pour un mandat se terminant le 31 décembre 1993.

M. Barimani

La Cinquième Commission a examiné les points 146, "Financement de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge", et 148, "Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge" à ses 58e et 59e séances, tenues respectivement les 12 et 13 février 1992. A la 59e séance, le Président de la Cinquième Commission a saisi cette dernière de deux projets de résolution relatifs respectivement à la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) et à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

La Cinquième Commission a adopté sans vote le projet de résolution A/C.5/46/L.21 sur la MIPRENUC, tel qu'amendé oralement. J'attire plus particulièrement l'attention des membres sur le paragraphe 3 du projet de résolution où l'Assemblée générale

"Décide d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 19 257 000 dollars des Etats-Unis (soit un montant net de 19 204 000 dollars) qui comprend l'engagement de dépenses de 10 millions de dollars autorisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément aux dispositions de la résolution 46/187 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1991, au titre de l'élargissement du mandat de la Mission préparatoire, pour la période allant du 15 janvier au 30 avril 1992;" (A/46/823/Add.1, p. 3).

Au paragraphe 6 de son rapport (A/46/823/Add.1), la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution.

La Cinquième Commission a également adopté sans vote le projet de résolution A/C.5/46/L.22, sur l'APRONUC. Au paragraphe 3 de ce projet, l'Assemblée générale

"Décide d'ouvrir un crédit de 200 millions de dollars des Etats-Unis pour faire face aux besoins initiaux inévitables indiqués dans les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, afin de permettre au Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge puisse être déployée en temps voulu conformément au plan de mise en oeuvre tel qu'il aura été arrêté, et prie le Secrétaire général d'instituer un compte spécial pour l'Autorité." (A/46/879, p. 3)

Au paragraphe 6 de son rapport (A/46/879), la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : S'il n'y a pas de proposition au titre de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas discuter des rapports de la Cinquième Commission dont elle est aujourd'hui saisie.

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Les déclarations doivent donc se limiter à des explications de vote.

Comme le montrent les comptes rendus officiels pertinents, les délégations ont clairement fait connaître en Cinquième Commission leur position à l'égard des différentes recommandations de celle-ci.

Je rappellerai aux membres qu'au paragraphe 7 de sa décision 34/401, l'Assemblée générale a décidé que :

"Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en Commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en Commission."

Je rappellerai aussi aux délégations que, conformément à la même décision 34/401 de l'Assemblée générale, leurs explications de vote sont limitées à 10 minutes et qu'elles doivent prendre la parole de leur place.

Avant de nous prononcer sur les recommandations figurant dans les rapports de la Cinquième Commission, j'informe les représentants que nous procéderons pour ce faire de la même manière qu'en Cinquième Commission.

Le Président

Nous passons d'abord au rapport (A/46/878) de la Cinquième Commission sur le point 18 k) de l'ordre du jour, relatif à la nomination des membres de la Commission de la fonction publique internationale.

Au paragraphe 4 de ce rapport, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale la nomination des personnes ci-après à la Commission de la fonction publique internationale, pour un mandat commençant le 14 février 1992 et se terminant le 31 décembre 1993 : M. Mario Bettati et Mme Lucretia Myers.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve ces recommandations?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Nous avons ainsi terminé, à ce stade, l'examen du point 18 k) de l'ordre du jour.

L'Assemblée va maintenant examiner la Partie II du rapport (A/46/823/Add.1) de la Cinquième Commission sur le point 146 de l'ordre du jour, "Financement de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge".

L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport. La Cinquième Commission a adopté ce projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 46/222).

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 146 de l'ordre du jour.

L'Assemblée va maintenant examiner le rapport (A/46/879) de la Cinquième Commission sur le point 148 de l'ordre du jour, "Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge".

L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport. La Cinquième Commission a adopté ce projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 46/223).

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je donne la parole au représentant du Japon, qui souhaite faire une déclaration.

M. HATANO (Japon) (interprétation de l'anglais) : Après des décennies de détresse et de souffrances indicibles, le peuple cambodgien peut maintenant commencer à reconstruire sa nation brisée et envisager un avenir pacifique. C'est grâce aux efforts faits par les Cambodgiens et par la communauté internationale dans son ensemble qu'un accord a pu être conclu sur un règlement politique global du conflit cambodgien. Le Japon félicite tous ceux qui ont contribué activement, tout au long du processus de paix, aux progrès réalisés jusqu'à présent.

La signature des documents de paix ne devrait cependant pas être considérée comme la fin des efforts faits pour rétablir la paix dans ce pays dévasté par la guerre. Au contraire, elle ouvre la voie à toute une série de nouveaux défis. De nombreuses difficultés nous attendent.

Je suis heureux que le Conseil suprême national se soit révélé être un organe consultatif légitime au Cambodge, qui fonctionne efficacement grâce au remarquable leadership de S. A. R. le Prince Norodom Sihanouk. Mais je pense que personne ne peut nier qu'une présence des Nations Unies, dès que possible, est indispensable pour assurer une paix durable au Cambodge. C'est pourquoi le Japon a demandé instamment le déploiement harmonieux et en temps voulu de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

M. Hatano (Japon)

Le Japon appuie donc la proposition faite par le Secrétaire général d'ouvrir un premier crédit de 200 millions de dollars, qui lui permettra de procéder aux préparatifs de la phase initiale de l'APRONUC. Cela est nécessaire pour assurer un déploiement adéquat et efficace de quantités importantes de matériel et de services.

Bien qu'il soit inhabituel de demander l'ouverture d'un important crédit pour une opération de maintien de la paix avant que l'Assemblée générale n'ait examiné et approuvé les prévisions de dépenses détaillées des coûts, le Japon estime que cette approche s'explique par les circonstances particulières auxquelles devra faire face l'APRONUC. Je suis convaincu que nous partageons tous les préoccupations du Secrétaire général, à savoir que la portée et l'ampleur sans précédent de la mission de l'APRONUC, l'infrastructure délabrée du Cambodge et les conditions climatiques et autres prévalant dans ce pays créeront de graves problèmes logistiques qui, s'ils ne sont pas réglés, pourraient prolonger l'ensemble du processus. Ma délégation se réjouit de voir que, grâce à la coopération du Secrétariat et des délégations concernées, une solution pratique ait été trouvée, comme le souligne la résolution que l'Assemblée vient d'adopter. La décision rapide prise par le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires mérite également notre reconnaissance.

Etant donné la portée du mandat qui lui a été confié par les accords de Paris et l'ampleur de ses opérations, l'APRONUC constituera certainement l'opération la plus ambitieuse et la plus complexe jamais menée par l'ONU. Les efforts entrepris par le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et son Représentant spécial pour le Cambodge, M. Yasushi Akashi, pour mettre sur pied l'APRONUC doivent être loués. D'autres efforts sont encore nécessaires à ce stade crucial. Je peux toutefois assurer l'Assemblée que le Japon appuiera sans réserve l'APRONUC dans l'exercice de ses importantes responsabilités.

La réintégration de centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées dans la vie quotidienne du Cambodge constitue également une tâche urgente. A ce sujet, nous notons avec satisfaction que le Conseil de sécurité a élargi le mandat de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) pour qu'il englobe le déminage. Ma délégation appuie la

M. Hatano (Japan)

recommandation faite par la Cinquième Commission de doter la MIPRENUC de ressources financières pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités élargies. Je demande instantanément que les activités de déminage commencent sans délai pour faire en sorte que le processus de rapatriement de plus de 350 000 réfugiés et personnes déplacées cambodgiens puisse commencer avant même le début de la saison des pluies.

Je crois comprendre que le Secrétaire général élabore actuellement, en tant que partie intégrante du règlement politique global, un programme d'aide pour le rapatriement et le soutien des réfugiés et des personnes déplacées, qui sera coordonné et appliqué sous la direction du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Mon gouvernement espère que le Secrétaire général achèvera la préparation de son programme dès que possible.

Les défis qui nous attendent sont énormes. Alors que l'ONU assume un rôle toujours plus important dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, son opération au Cambodge mettra décisivement à l'épreuve sa capacité de réagir efficacement face à l'évolution du monde contemporain.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Nous avons ainsi achevé, à ce stade, l'examen du point 148 de l'ordre du jour.

PROGRAMME DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Les représentants savent que certains Etats ont demandé leur admission à l'ONU. Le Conseil de sécurité s'est prononcé sur sept de ces demandes et en examinera une autre cet après-midi. Il reste à l'Assemblée à examiner ces demandes d'admission.

A ce sujet, afin que les Etats dont l'admission à notre organisation a été recommandée par le Conseil de sécurité aient l'occasion, si l'Assemblée générale accueille favorablement leur demande, de participer aux travaux de l'ONU le plus rapidement possible, je voudrais que l'examen de l'admission des nouveaux Membres ait lieu le vendredi 28 février.

Par ailleurs, afin d'organiser les travaux de l'Assemblée le plus efficacement possible et d'aider les délégations à planifier les futures séances de l'Assemblée, je tiens à informer les représentants que j'ai l'intention de procéder à deux reprises de session pour examiner les questions en suspens et toute autre question que pourrait éventuellement soulever

Le Président

l'ordre du jour. Les dates de reprise de session sont les suivantes : une reprise qui commencera le premier mardi d'avril, soit le mardi 7 avril; et une reprise qui débutera le quatrième mardi de juin, soit le mardi 23 juin.

La durée des reprises de session dépendra des points qui seront examinés. Il est entendu que l'Assemblée ne se réunira qu'à ces dates, à moins qu'une situation d'urgence n'exige la convocation de l'Assemblée à une autre date que celles déjà envisagées.

La séance est levée à 11 h 10.